

<p align="center"><b>Procès - verbal de séance du conseil municipal</b> <b>Jeudi 23 septembre 2010</b></p>
--

**Convocation du 17 septembre 2010**

**L'an deux mil dix, le 23 septembre** à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice RICARD, Maire de SIGOYER.

Etaient présents les membres en exercice, Mesdames et Messieurs : **Ricard Maurice, Allain-Launay Mathieu, Clément Jean-Luc, Comte Sandrine, Duc Serge, Dugelay Denis, Fernandez Vincent, Garcin André, Gerbaud Eric, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Modanese Corine, Para-Aubert Monique,**

Absents excusés représentés: **Gabanou-Paul Agnès représentée par Sandrine Comte**  
**Stéphane Raizin représenté par Serge Duc**

Secrétaire de séance : Sandrine Comte

***Présents : 13    Votants : 15***

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de note pour complément.

**Ordre du jour :**

- Point sur les chantiers communaux : voirie, cimetière, eau potable...
- Acquisition de terrains pour la protection des captages de sources
- Acquisition d'une fraise à neige
- Conséquence de la réforme de la fiscalité locale sur la taxe d'habitation
- Questions diverses

Le maire ouvre la séance :

- **Conséquence de la réforme de la fiscalité locale sur la taxe d'habitation**

Principe :

▪ Dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle, les communes et communautés à fiscalité additionnelle « récupéreront », à partir de 2011, le produit de la taxe d'habitation perçu en 2010 par leur département.

Chaque département pouvait avoir décidé sa propre politique d'abattements (ex : majoration

de l'abattement obligatoire pour personnes à charge, création des abattements facultatifs à la base, etc.). Les abattements décidés par le département s'appliquaient à la valeur locative moyenne départementale.

Lors du reversement de la part départementale, ces abattements ne seront plus appliqués.

■ En dehors du vote des taux, le choix de décider ou non d'appliquer des abattements facultatifs en matière de taxe d'habitation est un élément essentiel de la fiscalité locale. Ses incidences, pour le contribuable, peuvent être encore plus importantes que celles du vote des taux :

- il est donc souhaitable que la commune décide de sa propre politique d'abattements (en fixant un taux au minimum légal, ou des taux égaux, plus faibles ou plus importants que ceux votés antérieurement par le département).
- Avant toute décision, il convient de demander aux services de la DGFIP les différents abattements qui s'appliquent en 2010 sur le territoire.

Ensuite, il est souhaitable que des simulations soient effectuées, afin de connaître les conséquences des différents choix possibles, à la fois sur les contribuables et sur la recette totale à percevoir par la commune (en adaptant ensuite, le cas échéant, le taux de la taxe).

■ Les choix possibles sont en effet nombreux : quoi qu'il en soit, ce ne sont pas forcément les choix antérieurs du département qui seront repris, car ceux là s'appliqueraient aussi à la part communale actuelle provoquant une baisse sensible des recettes fiscales.

#### L'abattement général à la base

■ L'abattement général à la base (*facultatif*), que le conseil municipal peut instituer, est égal à 5 %, 10 % ou 15 % de la valeur locative moyenne des habitations de la commune.

#### Les abattements pour charges de famille

■ L'abattement obligatoire pour charges de famille est fixé, pour les personnes à charge (à titre exclusif ou principal) :

- à 10 % de la valeur locative moyenne des habitations de la commune, pour chacune des 2 premières personnes à charge (« *rangs 1 et 2* »),
- et à 15 % pour chacune des suivantes (« *rangs 3 et plus* »).

■ Ces taux peuvent être majorés (à *titre facultatif*) de 5 ou 10 points par le conseil municipal.

#### L'abattement spécial à la base (foyers à revenus modestes)

■ Sans préjudice de l'application de l'abattement général à la base, le conseil municipal peut accorder un abattement spécial à la base (*facultatif*) de 5 %, 10 % ou 15 % aux contribuables :

- dont le montant des revenus de l'année précédente n'excède pas la limite prévue à l'article 1417 (ex : 9.876 euros pour la 1<sup>ère</sup> part de quotient familial),

- et dont l'habitation principale a une valeur locative inférieure à 130 % de moyenne communale. Ce pourcentage est augmenté de 10 points par personne à charge.

L'abattement spécial de 10% en faveur des contribuables invalides, handicapés ou infirmes

▪ Sans préjudice de l'application des abattements à la base, les conseils municipaux peuvent instituer un abattement de 10 % de la valeur locative moyenne des habitations de la commune aux contribuables :

- titulaires de l'allocation supplémentaire d'invalidité,
- titulaires de l'allocation aux adultes handicapés,
- atteints d'une infirmité ou d'une invalidité les empêchant de subvenir par leur travail aux nécessités de l'existence,
- titulaires de la carte d'invalidité,
- ou qui occupent leur habitation avec des personnes visées ci-dessus.

M. Le maire présente les simulations possibles pour la commune, qui devront être affinées. La commission finances de la CCTB se réunira prochainement pour travailler sur une harmonisation des taux. Les conseillers privilégient l'abattement pour personnes à charges et si possible l'abattement spécial pour revenus modestes et demandent que les services de la DGFIP réalise des simulations afin de connaître les conséquences sur la base totale d'imposition, et de pouvoir prendre les décisions nécessaires en toute connaissance de cause. Les délibérations sont à prendre avant le 31 octobre 2010.

C. Modanese suggère de ne pas intervenir cette année afin de permettre aux contribuables de prendre conscience de la situation, et de rectifier l'année prochaine.

- **Point sur les chantiers communaux : voirie, cimetière, eau potable...**

Le maire rappelle les travaux réalisés et leur coût HT

**Voirie :**

<b>Voirie communale</b>	<b>Cout HT 21 113</b>	<b>A charge pour la commune 11 613</b>	<b>Observations</b>
Route des coqs Bi-couche			La réfection de la partie supérieure de cette voie sera réalisée en 2011.
Route des Parots			Revêtement en enrobé dans le hameau

<b>Voirie rurale</b>	<b>Cout HT 26 372</b>	<b>A charge pour la commune 14 610</b>	<b>Observations</b>
Chemin N°20 Voltaire (enrobé)			J. Michalinoff s'étonne du choix de revêtement en enrobé pour une voie rurale et desservant

			une seule habitation. Traitement fait dans la continuité de la voirie de Neffes après travaux d'assainissement.
Chemin N°5 les boirons			Bi-couche
Chemin N°6 les Rois			Bi-couche
Chemin N°7 Grosjean serre des joncs			Bi-couche
Chemin N°13 Prachard partie basse			Bi-couche
Chemin N°5 Surville			Bi-couche
Chemin N°25 dessous le serre			Bi-couche
Chemin des graviers (bi couche)	3 650	1650 (et 2000€ de l'ONF dans le cadre des travaux de la défense incendie)	E. Gerbaud s'interroge sur la décision prise suite au débat de la dernière séance. L'arrêté de circulation (moins de 13T) est de nouveau en vigueur.

A programmer en 2011 : chemin de Cavalier et aire de camping cars aux Guérins, ainsi que la partie supérieure du chemin des coqs à Surville.

Le maire demande aux conseillers de signaler les voies nécessitant des travaux de réfection dans la programmation à venir.

### ***Cimetière :***

Travaux allée basse du cimetière communal	Arrondi €	observations
Coût HT	41 312	Travail réalisé de façon satisfaisante Délai respecté
Subventions FSL et CG05	23 963	
Particip. des concessionnaires	5 257	
Part communale	20 247	

Quelques petits travaux à terminer, prévoir l'achat de bacs à rosiers, pour remplacer quelques thuyas enlevés à la demande de concessionnaires.

**Eau potable :** le maire précise que trois fuites ont été détectées cet été, la plus importante concerne la rupture de canalisation au lieudit Bouvet (Jeanselme) dû à un glissement de terrain récurrent (zone identifiée), cette canalisation acier pourrait être remplacée en PVC plus résistant à l'étirement, à programmer dans une prochaine tranche de travaux, et réducteur de pression à changer dessous le serre.

Le cahier des charges pour passer l'appel d'offres "pose des by-pass", est en cours de préparation par Matthieu et Stéphane.

**Lotissement d'artisans :** l'entreprise Abrachy doit reprendre le mur et drainer le champ en dessous de la RD219, Serge Duc, maître d'œuvre, le rappelle régulièrement.

Eric Gerbaud rappelle que certaines bornes du lot N°1 ont été enfouies lors des travaux de terrassement de M. Paris qui devra les faire réimplanter. Il est précisé qu'il s'agit maintenant de propriétés privées.

**Enfouissement du réseau électrique hameau de Surville** : les travaux ont pris du retard compte tenu des difficultés pour la FDE de passer les marchés, une partie des travaux pourra être réalisée cette année.

**FDE et économies d'énergie** : la FDE n'a pas les accords de subvention du conseil général pour ces travaux qui ne pourront pas être réalisés dans l'immédiat ; dans cette attente, il conviendra de réfléchir à la pose d'un coffret forain à proximité du terrain de sports pour les manifestations importantes.

**Petit patrimoine** : des photos et un argumentaire sont demandés par la CCTB pour compléter le dossier à transmettre au SDAP (service départemental de l'architecture et du patrimoine). M. le Maire s'en charge.

**Ecole Numérique Rurale** : la société Digipage, contactée, devrait installer le matériel sous dix jours.

- **Acquisition de terrains pour la protection des captages de sources :**

Le maire rappelle les négociations qui ont eu lieu avec Mrs Jean et Ligozat, propriétaires des parcelles où sont situées les captages de sources. La commune fera l'acquisition d'une partie de la parcelle appartenant aux Ligozat (ZN 1) et d'une partie de la parcelle de M. Jean (F47).

*Pour le captage des Roses, la commune se porte acquéreur d'une partie de la parcelle ZN1 appartenant aux consorts Ligozat, pour une surface totale de 1610 m<sup>2</sup>, selon l'état parcellaire annexé à l'arrêté.*

*La surface cédée à la commune sera matérialisée dans un document d'arpentage établi par un géomètre expert.*

*En accord avec les consorts Ligozat, la cession aura lieu au prix de 1€/m<sup>2</sup> ; les frais de géomètre et d'acte notarié seront à la charge de la commune.*

*Pour le captage des Ubacs, ce périmètre inclut une partie de la parcelle F47 actuellement propriété de Mr Albert JEAN pour une surface de 360 m<sup>2</sup> selon l'état parcellaire annexé à l'arrêté.*

*La surface cédée à la commune sera matérialisée dans un document d'arpentage établi par un géomètre expert.*

*En accord avec Mr JEAN, la cession aura lieu au prix de 1€/m<sup>2</sup> ; les frais de géomètre et d'acte notarié seront à la charge de la commune.*

**Le conseil municipal à l'unanimité**

- Approuve le projet,
- Autorise le maire à signer tous documents concernant ces acquisitions.

Les échanges de terrain avec les époux Bourricard pour le captage de la source de Prablandier ont été négociés et feront l'objet d'un document d'arpentage, en même temps que la vente de terrain aux époux Delanerie, hameau des Guérins. Michel Meunier rappelle que l'aliénation d'un chemin rural est soumise à enquête publique de 15 jours.

Le maire rappelle que la convention de captage de la source "mère de l'Aygue" a été signée avec l'ONF et qu'elle prend en compte les servitudes liées à la DUP du périmètre rapproché

de la source ; la commune sera redevable à la signature des redevances 2009 (600€), 2010 (600€), des frais de dossier (90€) et de l'indemnité "d'expropriation" (424€). Ainsi les travaux de clôture et débroussaillage pourront être réalisés.

Le maire précise que la possibilité de parcours, et non de stabulation des troupeaux, sera étudiée pour les périmètres rapprochés, si cette possibilité s'avérait, un arrêté préfectoral rectificatif l'autoriserait pour nos sources.

**Forage de Lardier** : ce forage, réalisé par les communes de Lardier, Fouillouse et Sigoyer donne un débit de 5m<sup>3</sup>/heure ; il est pour l'instant, utilisé uniquement par la commune de Lardier, en période d'étiage, mais devra être réparti entre les 2 autres communes par pompage.

- **Acquisition d'une fraise à neige :**

Le maire présente les devis suivants :

Cointe / fraise Honda 11 cv : 7622 TTC jusqu'au 30 octobre 2010

Richaud / fraise Mitsubishi 10 cv: 6 458 TTC et 13cv: 10 166 €TTC

A. Garcin précise que le modèle Cointe est utilisé depuis 6 ans par le foyer des Guérins et semble correspondre à nos besoins.

Il est précisé que le Sénateur alloue une somme de 3000 euros pour le financement de cette acquisition. Le CM opte pour la proposition Cointe.

- **Questions diverses :**

**Déchets** : le maire rappelle qu'il s'agit d'une compétence CCTB. Il informe les conseillers des taux de remplissage des colonnes d'emballages, seule celle du village (maison des cantonniers) est régulièrement remplie et pourra faire l'objet d'un ramassage supplémentaire en haute saison. Le foyer des Guérins demande des colonnes de tri, demande injustifiée d'autant que l'on constate que les colonnes de Surville route des Guérins, sont les moins utilisées.

Les cartons posent toujours problème, Matthieu Allain Launay propose que l'on se dote d'un système pour les récupérer d'autant que la propreté du site incite les usagers à le respecter, peut être conviendrait il d'équiper les agents d'un balai mécanique, pour faciliter son entretien ?

Le maire précise que les containers à ordures seront déplacés hors du hameau de Saint Laurent et que l'enlèvement des épaves se fera courant octobre.

**Garderie périscolaire** : horaires inchangés, pas de besoin supplémentaire constaté, au-delà de 18 heures.

**Sécurité routière** : le conseil général a été informé des demandes de riverains pour remédier à la vitesse excessive dans le hameau de Saint Laurent (déjà limité à 30 km/h) et quartier du Villard (du gîte "les couleurs du temps" au pont martin). Un panneau "territoire communal-vitesse limitée à 50 km/h" pourrait être posé quartier du Villard, mais avec des incidences accrues sur la responsabilité du maire.

**Schéma de circulation douce avec la CCTB** : la phase diagnostic est en cours d'achèvement. Pour Sigoyer, 3 points particuliers sont signalés : l'emplacement de l'abri bus

à l'entrée du village, liaison piétonne à améliorer entre le village et les Vincents et ultérieurement vers le cimetière et liaison piétonne avec le haut du village si ce quartier se développe.

***Réunion des agents communaux :***

Elle a eu lieu mercredi 28 juillet, le maire a rappelé, une nouvelle fois aux agents qu'ils doivent respecter scrupuleusement les consignes de sécurité quelle que soit la tâche effectuée, remettre le planning du temps de travail (horaires, tâches, lieu) et des congés, que le choix des outils, du matériel, et des protections appropriées est de leur propre responsabilité.

Il précise enfin que les instructions sont données uniquement par le Maire ou le 1<sup>er</sup> Adjoint.

***Cabane de la cour d'école :*** budget 2500€, Eric se charge de son acquisition, et demande au maire de rendre compte au conseil municipal des conseils d'école.

***La parole est donnée au public :*** Jean Marc Cornil fait part de ses difficultés à gérer le mobilier de la salle des deux Céüze et souhaite être informé des prêts.

Guy Malnuit interroge le maire sur les restrictions en eau potable, cette mesure est maintenue compte tenu de la période d'étiage et du déficit en pluie.

La séance est levée à 23H 15

• **Délibérations du conseil municipal :**

- Acquisition de terrains pour la protection des captages de sources (Ubac):
- Acquisition de terrains pour la protection des captages de sources (Les roses):

Lu et approuvé, les conseillers municipaux,